

Discours de Ségolène Royal

Conseil de l'Internationale socialiste

Paris, 15 novembre 2010

Mes chers amis, mes chers camarades,

Je suis très heureuse de vous retrouver autour de George Papandreou. Je salue les personnalités présentes ainsi que tous les chefs de délégations et tous les congressistes. Nous sommes heureux de vous accueillir à Paris pour ces travaux de notre Internationale socialiste qui sont toujours passionnants, amicaux, chaleureux.

Nous partageons les mêmes valeurs dans ce monde déséquilibré : il n'y a pas de progrès humains sans justice.

Permettez-moi de féliciter George pour sa belle victoire lors des récentes élections grecques. Nous savons tous le combat qu'il mène avec courage, avec constance, pour redresser son pays. Dans des circonstances qui ne sont pas faciles, il a posé à ses compatriotes la question de confiance. Et ils t'ont répondu, cher George, que c'était avec toi qu'ils voulaient continuer le chemin.

Les valeurs qui ont émergé dans ta campagne sont celles qui doivent désormais prévaloir dans l'action publique : la vérité, le courage et la justice. Ce sont ces valeurs qu'il faut demander aux membres de G20 de défendre

Il y a trois jours, se réunissait à Séoul le 5ème Sommet du G20. Il a fallu la violence de la crise financière pour que renaisse le G20, sous une forme mieux adaptée au temps présent. On a enfin compris que le monde d'aujourd'hui ne pouvait plus être gouverné comme avant. Que les cartes de la puissance économique et politique avaient été largement redistribuées. Que, pour le dire vite, le Nord sans le Sud, ça ne marchait pas. Qu'aucun pays, de nos jours, ne pouvait se prétendre le centre d'un univers multipolaire. La tempête financière a accéléré les choses et cela au moins est désormais acquis.

Je voudrais vous dire ici quelques mots de deux sujets qui ont été abordés à Séoul.

Le premier concerne le système financier et l'ambition régulatrice qui s'était, en 2008, exprimée avec force. Le Sommet a d'ailleurs entériné les propositions du Comité dit de Bâle 3 concernant les règles prudentielles qui vont s'imposer aux banques.

Le second a trait à cette « guerre des monnaies » que se livrent en ce moment l'Amérique et la Chine. Elle était, à Séoul, au centre de toutes les préoccupations car ses retombées n'épargnent aucun pays et aucun peuple.

I.- La régulation du système financier

Vous vous souvenez sans doute des deux premiers G20 de crise, celui de Washington et celui de Londres. Il fallait parer au plus pressé. Renflouer d'urgence des banques qui avaient joué

avec le feu. Mettre en place des plans de relance pour atténuer l'impact économique et social de l'implosion financière. Bâtir des régulations capables d'encadrer cette finance devenue folle et surtout de prévenir la répétition des mêmes erreurs.

Finis, nous disait-on alors, ces bonus extravagants qui poussaient les traders à prendre des risques inconsidérés. Finis les paradis fiscaux. L'heure était à la **moralisation du capitalisme** et à la **réaffirmation de la puissance publique**.

Qu'en est-il deux ans plus tard ?

L'heure est désormais aux plans de rigueur, fût-ce au détriment de la croissance. Or ce qui importe, ce n'est pas la rigueur pour la rigueur. Ce qui importe, c'est le contenu des sacrifices lorsqu'ils sont nécessaires, comment ils sont repartis, et comment la justice sociale est prise en compte.

L'heure est aussi au retour du « **moins d'Etat** » dont pourtant on a vu les dégâts.

La chasse aux déficits publics, certes nécessaire mais qui n'est pas une fin en soi, est faite sans voir qu'ils viennent, avant tout, de l'impact de la crise et de l'atonie de la croissance, du moins en Europe. Pourtant le Brésil montre que la recherche des équilibres budgétaires peut être menée tout en luttant contre la pauvreté.

Loin d'avoir tiré d'utiles leçons de la faillite de son modèle en 2008, une droite dogmatique et revancharde se sert aujourd'hui des conséquences de la crise sur la dette et du chantage des marchés financiers pour **radicaliser ses politiques néo-libérales**

Force est de constater que les institutions financières à l'origine de la crise, vite requinquées grâce aux injections massives d'argent public, sont non moins vite revenues à **leurs moeurs d'antan, aux dérives qui ont provoqué la crise**.

A nouveau, les **bonus** ont explosé. Là où on les plafonne, mille et une ruses contournent aisément l'obstacle.

Il reste toujours de nombreux **territoires fiscalement paradisiaques** accueillant toujours autant d'institutions financières ayant pignon sur rue, de fonds de pensions et de champions en tous genres de l'optimisation fiscale.

Les mastodontes « **too big to fail** », ces établissements dits « systémiques » (parce que leur chute, du fait de leur taille, pourrait à nouveau provoquer une crise globale) n'ont toujours pas fait l'objet, comme on l'a vu à Séoul, de dispositions prudentielles adaptées à leur spécificité. Il se pourrait même qu'un des effets paradoxaux de la crise financière soit - restructurations, rachats et concentrations aidant - la constitution de groupes plus gigantesques encore. Cela serait très dangereux

Il faut regarder les choses en face : sans nier quelques progrès ni sous-estimer les nouveaux outils à la disposition des autorités régulatrices, **l'occasion historique d'accomplir une réforme en profondeur n'a pas été saisie**.

Ce sera un combat au long cours que d'instaurer les règles et de construire les rapports de forces qui réussiront à assujettir **la finance du 21ème siècle à ce qui doit lui être supérieur** : l'intérêt général, le bien de la société, le pouvoir démocratique.

II.- Guerre des monnaies, guerre des changes

Quelques mots, maintenant, de la « guerre des changes » qui a mis aux prises à Séoul les présidents américain et chinois mais aussi les autres membres du G20 car les décisions monétaires prises à Washington ou à Pékin ont des répercussions directes dans chacun de nos pays, chacune de nos entreprises et sur chacun de nos citoyens.

On pourrait n'y voir que le énième épisode de ce bras de fer engagé pour que la Chine accepte d'apprécier le yuan dont la sous-évaluation assure à ses exportations un surcroît de compétitivité. Au prix, disent les Américains, d'une concurrence déloyale.

On pourrait se dire que cet équilibre asymétrique et précaire entre la Chine, désormais premier exportateur mondial, et les Etats-Unis, qui viennent de déclarer 44 milliards de dollars de déficit commercial, peut bien durer encore, l'hyper-épargne de l'un finançant l'hyper-consommation de l'autre.

Ce n'est pas comme cela que les socialistes doivent voir les choses.

Le choix de la Réserve fédérale américaine a fait, au G20 de Séoul, l'objet de très vives critiques, en particulier des pays « émergents », Brésil en tête. Dilma Rousseff a parlé de « *protectionnisme camouflé* ». D'autres de fonctionnement égoïste de la planche à billets, de dévaluation honteuse, de risque inflationniste.

Le Premier Ministre japonais a évoqué le spectre de ces dévaluations en chaîne qui, dans les années 30, conduisirent à la Grande Dépression. Pour évoquer l'ambiance, un diplomate coréen a confié que, quand les participants au Sommet ont évoqué la question des monnaies, l'atmosphère était à ce point tendue et étouffante qu'il a fallu ouvrir la porte pour respirer un peu.

Dans la situation économique, sociale et politique qui est celle d'**Obama**, avec un chômage massif et guère de marge de manoeuvre, après les élections de mi-mandat, pour stimuler l'économie, le recours à l'arme monétaire a ses raisons. Bien sûr, cela entraîne, pour les autres monnaies, un renchérissement subi. Il y a surtout, pour les pays émergents à forte croissance, cet afflux dangereux de capitaux spéculatifs contre lesquels le Brésil a très vite relevé sa taxe à l'entrée. La décision unilatérale des Etats-Unis a été mal reçue, c'est parfaitement compréhensible. La méthode a été perçue comme brutale, c'est sûr. Elle transgresse l'orthodoxie dont Mme Merkel est la gardienne pointilleuse. Elle met surtout en danger les pays les plus pauvres, notamment africains.

La Chine d'aujourd'hui n'est plus celle qui ne comptait que sur ses exportations pour tirer sa croissance. Ses productions montent en gamme. Ses chercheurs et ses ingénieurs sont légion. Elle est de plus en plus présente dans les technologies les plus pointues. Elle investit dans le monde entier. Le président chinois est parfaitement conscient de la transition dans laquelle est engagé son pays. Mais il dit vouloir en maîtriser les modalités et les rythmes. Car il est, lui aussi, confronté à un fort chômage et l'économie chinoise doit absorber chaque année 22 millions de personnes de plus qui arrivent sur le marché du travail. Il ne veut pas de difficultés sociales qui risquent de fragiliser le pouvoir. Mais il sait qu'un jour ou l'autre, il faudra réévaluer le yuan.

Donc le monde bouge.

La crise financière a fait implorer le modèle de consommation américain.

Le modèle chinois de développement a amorcé sa mutation.

Les bases sur lesquelles fut jadis consacrée l'hégémonie du dollar ont changé. Or toute monnaie est aussi l'expression d'un rapport de forces.

Peut-être le cycle ouvert après l'explosion du système de Bretton Woods, en 1971, est-il, lui aussi, arrivé à son terme. Ce fut, à l'époque, le triomphe des thèses des monétaristes de l'école de Chicago contre celles de Keynes.

Mais les socialistes le disent : ce n'est pas du côté des défenseurs de la dérégulation que le monde d'aujourd'hui trouvera son équilibre et **l'ordre monétaire juste** qui lui fait défaut. Nos propositions consistent à dire, comme l'a fait tout à l'heure Martine Aubry, que la crise monétaire ne trouvera de solution globale et durable que dans un cadre plus vaste où pourrait être examinée sans tabou la question d'une **alternative au dollar comme monnaie de réserve**. Un panier de monnaies incluant le yuan supposerait qu'il soit convertible, ce qui entraînerait sa réévaluation. Le sujet est déjà sur la table et il faut l'accélérer.

Nous devons peser pour qu'il y ait un dialogue plus constructif entre les Etats-Unis et la Chine. Sinon la discussion restera bloquée et nous n'avons pas à accepter que ce conflit mette en danger tout le reste du monde. Vous connaissez aussi mon attachement au dialogue entre l'Europe et l'Afrique. C'est pourquoi nous devons agir ensemble.

Il ne serait bon pour personne que le « chacun pour soi » l'emporte dans un monde où l'interdépendance est désormais la règle. Le communiqué final du G20 réitère sa mise en garde coutumière contre la tentation protectionniste. Mais on fait dire à ce mot beaucoup de choses différentes, des protections les plus légitimes aux fermetures les plus désastreuses.

Ce qui est sûr, c'est que nos pays ont besoin d'échanges plus équilibrés, de stabilité monétaire et d'une plus juste répartition des richesses, notamment par la **taxation des transactions financières**, souvent énoncée, jamais réalisée. Nos pays ont besoin d'une lutte acharnée contre la pauvreté et pour la protection de l'environnement, avec la réussite de Cancun après l'échec de Copenhague.

Le communiqué commun que nous rédigerons demain doit peser, concrètement, sur la réforme de la gouvernance mondiale et sur les décisions qui doivent sortir du G20. Les peuples et les citoyens auxquels nous parlons comptent sur nous. Nous ne les décevrons pas.